



CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE

La politique d'austérité de notre collectivité rompt avec tous les principes qui jusqu'alors faisaient sa force !

Stigmatisation du public précaire, manquements graves dans la prise en charge des enfants confiés au département, fonctionnement des services en mode dégradé, précarisation des personnels, gel de postes... la politique d'austérité de notre collectivité rompt avec tous les principes qui jusqu'alors faisaient sa force !

La collectivité s'apprête aujourd'hui, en séance, à voter une délibération qui stigmatise les allocataires du RSA avec la mise en place d'amendes administratives. Alors que la CAF effectue des contrôles réguliers, alors que la Direction de l'insertion s'est dotée d'un service contrôles, alors que les allocataires sont victimes d'une politique de la CAF extrêmement dure et contraignante, notre collectivité en rajoute !

Les publics précaires ne sont pas des criminels !

Dans un contexte où le projet de loi va conditionner la perception d'une allocation de subsistance à l'exercice de 15 heures de travail par semaine non rémunéré, le Département élabore une politique d'affichage pour faire payer les plus pauvres, comme s'ils étaient responsables de la situation budgétaire de nos institutions.

Les services sociaux devront demain, encore un peu plus, assurer pour que les enfants des familles les plus précaires aient de quoi se nourrir.

L'aide sociale à l'enfance est quant à elle dans une situation catastrophique : plus de place dans les foyers, plus de place chez les assistants familiaux... des enfants que l'on entasse et mal-mène au quotidien sans tenir compte de leur souffrance.

Dans les services de notre Collectivité la situation n'est pas plus enviable : on précarise les professionnels, on gèle les postes. C'est vrai à la Direction des routes comme dans toutes les autres Directions.

Gérer les services publics en mode dégradé est devenu un principe de base

Les personnels se sentent déconsidérés, malmenés, "overbookés" et cela brise le sentiment d'appartenance au service public. Si le gouvernement est responsable de la dégradation de la situation, notre collectivité semble, elle, lui emboîter le pas. Nous ne pouvons laisser faire au moment où les services publics sont plus que menacés, au moment où le Rassemblement National est aux portes du pouvoir.

Nous exigeons un repositionnement immédiat !

Notre collectivité a pendant des années affiché une volonté de freiner la tendance nationale. Aujourd'hui, elle semble y adhérer.

Nous appelons tous les agents de la DGAS en Assemblée générale le 2 juillet de 14h00 à 17h00

Un rendez-vous est prévu avec la DRH, sur le thème des effectifs à la DGAS, le 3 juillet à 16h30. Soyons nombreux à défendre nos collègues les plus précaires et exiger des personnels.

La question de l'IFSE de la filière médico-sociale devrait être réabordée le 12 juillet. Nous décidons ensemble si ce RDV est nécessaire au regard de la situation.

Nous appelons tous les services victimes de l'austérité, quelle que soit la Direction, à prendre contact avec nos organisations syndicales afin d'agir ensemble pour la défense de nos missions et des personnels qui les servent.